

ASSEMBLÉE NATIONALE

24 novembre 2022

VISANT À GARANTIR LE DROIT À L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE -
(N° 447)

| | |
|--------------|--|
| Commission | |
| Gouvernement | |

AMENDEMENT

N ° 141

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE UNIQUE

Rédiger ainsi l'alinéa 2 :

«La loi garantit que la législation relative au délit d'entrave ne porte pas une atteinte disproportionnée aux libertés d'opinion, d'expression et de communication. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La décision du Conseil constitutionnel du 16 mars 2017 relative au délit d'entrave à l'IVG est ambiguë. Selon cette dernière, seules sont punissables les « informations » faussées – non pas les « opinions » – portant sur les conditions de l'IVG ou ses conséquences, et communiquées par une personne “détenant ou prétendant détenir une compétence en la matière”.

Dès lors, comment faire la différence entre une information et une opinion ? Dire que l'IVG interrompt une vie, est-ce une information ou une opinion ?

Quoi qu'il en soit, il apparaît qu'il est de plus en plus difficile de parler d'IVG sans être taxé "d'antiféministe". Cette situation n'est évidemment pas tenable dans un pays où le principe de liberté est marqué sur tous les frontons des mairies.